

«Une attention à l'autre qui vient rompre l'isolement»

Le sociologue Nicolas Duvoux revient sur le concept de solidarité, qui s'est imposé à la fin du XIX^e siècle et a été délaissé par l'Etat il y a une quarantaine d'années.

Professeur de sociologie à Paris-VIII et spécialiste des questions de pauvreté, Nicolas Duvoux a notamment publié *les Inégalités sociales* (PUF, 2017) et *le Nouvel Age des solidarités* (Seuil, 2012). Le concept de solidarité, rappelle le chercheur, est né avec les découvertes sur la microbiologie au XIX^e siècle, qui ont révélé l'interdépendance des individus en société.

Pourquoi redécouvrons-nous la solidarité à travers cette crise sanitaire ?

La maladie circule à travers nos corps et nos interactions sociales, elle nous fait redécouvrir une certaine «défense sociale» par l'organisation collective. Le simple fait de vivre en société nous expose à des risques : la vie en société, qui menace ses membres, doit en retour les protéger. Avant l'arrivée du Covid-19, des mouvements de solidarité - en soutien aux migrants par exemple - avaient traversé notre société. Le mouvement des gilets jaunes, également, a été marqué par un même désir de solidarité concrète et de relations directes. C'est souvent ce qu'occasionnent les périodes de crise : une attention à l'autre qui vient rompre l'isolement dans lequel on vit souvent, quoique à des degrés divers selon sa position, sa condition sociale.

A quand remonte-t-elle, cette solidarité ?

Le concept de solidarité s'impose à la fin du XIX^e siècle, notamment à la suite des découvertes scientifiques de Louis Pasteur. On découvre à cette époque que des microbes invisibles profitent de la densité sociale pour se démultiplier et générer des contaminations. Ces avancées microbiologiques font apparaître l'interdépendance objective de tous les membres d'une même société, ce que nous voyons aujourd'hui à l'échelle de la planète. Cela se ressent très concrètement dans tous les discours actuels qui cherchent à donner conscience à chaque individu du fait qu'il n'est pas responsable que de lui-même. Si vous ne respectez pas le confinement, ce n'est pas seulement vous qui êtes en danger, ce sont aussi les autres. D'où, aussi, un renforcement de la pression sociale et la suspicion envers celles et ceux qui sont considérés comme des déviants vis-à-vis de ces normes sanitaires, au mépris, parfois, des réalités sociales vécues par les populations, comme on l'a vu avec les polémiques sur le respect du confinement dans certains quartiers populaires.

Pourquoi parle-t-on de solidarité alors que notre devise proclame la fraternité ?

A partir de la Révolution française, la fraternité est la grande valeur républicaine. Dans le langage politique, la solidarité ne prend le relais de la fraternité qu'à partir de la fin du XIX^e siècle, sous la Troisième République. Avec l'industrialisation et l'urbanisation, on prend conscience qu'il existe un lien de dépendance objective entre les membres d'une société. La solidarité devient un prolongement, voire un dépassement de la fraternité. Elle est une façon de laïciser, de moderniser et d'inscrire la valeur de fraternité dans des réflexions plus scientifiques. Désormais, la solidarité représente le socle des droits et des institutions de protection sociale, elle met en œuvre la fraternité qui, elle, s'inscrit dans l'ordre de la relation.

Le concept de solidarité a-t-il connu un âge d'or avant de s'affaïsser dans nos sociétés contemporaines ?

La période de la Libération connaît un profond mouvement de solidarité, qui se concrétise autour d'institutions de protection sociale : assurance maladie, retraites,

allocations familiales. Pendant quelques décennies, la solidarité est une valeur essentielle du modèle de société français, elle «porte» l'espoir d'un progrès social partagé. Mais depuis une quarantaine d'années, on assiste à un déplacement des valeurs porté par des forces intellectuelles, économiques et politiques vers plus d'individualisme. Ces dernières décennies ont consisté à considérer la globalisation économique comme un fait de nature inéluctable, la protection sociale comme un ensemble de dépenses pesant sur la croissance et le chômage comme une affaire individuelle et non collective.

Que devient la solidarité ?

Cette période n'a pas effacé, loin de là, l'attachement des citoyens à la protection sociale et le fait que la société recèle encore maintenant de très nombreuses initiatives de solidarité. Il suffit de penser aux associations qui essaient sur le territoire et qui agissent dans des domaines aussi divers que le social, le sanitaire, l'éducation, l'aide aux migrants. La solidarité comme valeur et comme ensemble de principes reste très forte. Néanmoins, les politiques publiques révisent, parfois à la hausse, souvent à la baisse, le socle des droits sociaux, ce qui contredit cette aspiration à plus de solidarité. Une vision dégradée de la solidarité, qui renvoie aujourd'hui à l'allocation de minima sociaux, n'a cessé de se développer en réponse au chômage de masse.

Une fois la crise sanitaire passée, doit-on s'attendre à ce que tout redevienne comme avant ?

Après la pandémie, il est tout à fait possible que nous soyons obligés de vivre avec un maintien plus ou moins prolongé des différentes formes de distanciation sociale en vigueur actuellement. Ensuite cela dépendra surtout des réponses politiques qui vont être données et du degré de prise en charge collective des risques créés par la situation sanitaire et sociale exceptionnelle. S'il y a un retour aux politiques économiques et sociales qui prévalaient avant la crise, on peut tout à fait imaginer un regain de mouvements sociaux car les gens auront payé le prix fort de cette épidémie. A l'inverse, cela peut être l'occasion de renforcer l'ensemble des filets de sécurité pour affronter les problèmes économiques majeurs qui se poseront. Cela nécessiterait des remises en cause profondes des principes de concurrence, de marché et d'entreprise de soi comme valeur cardinale des sociétés. Ce qui n'a pas été fait après la crise de 2008.

D'autres précédents historiques peuvent-ils nous être utiles ?

Depuis la grande canicule de 2003, lors de laquelle on s'est rendu compte que beaucoup de personnes âgées avaient vécu l'événement de manière très isolée, et avec des conséquences dramatiques, tout un ensemble de messages de santé publique ont été envoyés. Leur diffusion est encore aujourd'hui perceptible dans les immeubles et les initiatives des collectivités locales. Il s'agit par exemple de messages qui invitent à se tourner spontanément vers les personnes âgées et à leur proposer des services pour les courses ou aller à la pharmacie. Ce sont des réflexes très concrets, qui montrent qu'il n'y a pas de sens à établir une opposition entre une solidarité spontanée d'un côté et une solidarité relayée par des institutions publiques de l'autre. Les deux sont complémentaires.

Simon Blin, *Libération*, 10 avril 2020